

Les enjeux de la politique "China Plus One" au Vietnam.

Aurora Ditova, Conférence Olivaint de Belgique, BE

1. Introduction

Beaucoup d'entreprises internationales, avant tout occidentales, ont réalisé des investissements importants au cours des dernières décennies en Chine, attirées par les faibles coûts de production et par une économie locale en fort développement. Pourtant, récemment, cette pratique soulève la problématique d'une dépendance excessive envers l'économie chinoise.

Au fil des années, l'augmentation des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, ainsi que les perturbations mondiales des chaînes d'approvisionnement comme lors de la pandémie de COVID-19, ont mis en évidence l'importance d'une stratégie de production plus résiliente.

C'est pour cette raison que la stratégie "China Plus One" (C+1) a été développée. Cette approche, qui gagne en popularité depuis 2013, incite les entreprises internationales à élargir leur zone d'approvisionnement.

Le Vietnam, parmi d'autres pays tels que l'Inde, la Thaïlande ou encore l'Indonésie, se sont imposés comme acteur clés dans la politique C+1. Une combinaison unique de plusieurs avantages a fait du Vietnam une destination privilégiée pour les investissements internationaux, en particulier dans le secteur manufacturier à forte intensité de main-d'œuvre, notamment en raison du coût de la main-d'œuvre relativement faible, des infrastructures appropriées pour soutenir les exportations et de l'emplacement stratégique du Vietnam, situé sur les principales routes commerciales mondiales (FRANCOIS *et al.*, 2023).

Le Vietnam a également établi plus de 15 accords commerciaux avec des partenaires dans le monde entier, dont celui avec l'Union Européenne (UE) entrée en vigueur en 2020 (COMMISSION EUROPÉENNE, 2019) en éliminant 99 pour cent des droits de douane.

Ce rapport a pour but de mettre en lumière le rôle du Vietnam dans cette stratégie C+1 ainsi que ses conséquences économiques et politiques pour la région, sans oublier les difficultés que cela représente pour celle-ci.

2. Ouverture économique de la Chine.

La Chine, est devenu un partenaire commercial principal pour le monde occidental grâce à son secteur manufacturier. Les dernières années montrent toutefois un changement au profit de plusieurs de ses voisins. Il faut s'en remettre à la stratégie de croissance de la Chine pour comprendre la cause de telles décisions.

En raison de son histoire, économie et politique, la Chine a tardé à s'ouvrir au commerce international. Après la révolution de 1949, lorsque Mao Zedong proclame la République populaire de Chine, le pays a adopté une économie planifiée strictement contrôlée par l'État, suivant un modèle communiste (INA, 2021). Ce n'est qu'à la fin des années 1970, sous la direction de Deng Xiaoping, que la nécessité de réformer est devenue évidente face à l'inefficacité du système. La stagnation économique, l'insatisfaction populaire et les échecs des politiques de collectivisation ont contraint le gouvernement à reconsidérer sa stratégie. La libéralisation avait d'une part pour but de moderniser l'économie et d'attirer des investissements étrangers, tout en intégrant les chaînes de production mondiales. D'autre part, des tensions internes poussaient également le pays vers le chemin de la mondialisation. La Chine a donc ouvert ses portes, marquant le commencement d'un bouleversement économique radical.

La décollectivisation de l'agriculture a été la première étape des réformes, permettant aux agriculteurs de gérer leurs propres terres, ce qui a entraîné une hausse importante de la productivité agricole et des revenus des paysans. Cette première étape a posé les bases d'une évolution économique plus globale (WORLD BANK, 2017).

Parallèlement, l'administration de Deng Xiaoping a créé des Zones Économiques Spéciales (ZES) dans les régions de Shenzhen, Zhuhai, Shantou, Xiamen, Hainan, Shanghai, Pudong, et Tianjin Binhai (WORLD BANK, 2010). Ces régions bénéficient d'avantages fiscaux, d'une administration simplifiée et d'autres priviléges permettant à l'économie locale de se développer. Nous verrons dans une section ultérieure en quoi cela a servi de modèle pour d'autres pays, comme le Vietnam.

Le gouvernement a également libéralisé le marché des biens de consommation, laissant ce dernier déterminer les prix en dehors de toute intervention directe de l'Etat, au bénéfice de la compétitivité. Deng a également encouragé l'investissement direct étranger (IDE) en offrant des conditions favorables, notamment la possibilité de créer des coentreprises et de rapatrier des bénéfices.

La transformation économique a aussi été influencée par les réformes successives des entreprises publiques. Les SOE (State-owned enterprises, entreprises détenues par l'Etat) ont subi une réorganisation radicale afin d'aligner leur gestion sur celle des entreprises privées. Beaucoup de SOE ont bénéficié d'une autonomie qui leur permet de prendre leurs propres décisions, notamment en ce qui concerne la rétention des bénéfices et les choix d'investissement, ce qui a entraîné une amélioration de leur efficacité (ROSKAM, 2021).

Enfin, les réformes ont également visé les investissements dans l'éducation et la technologie. Le gouvernement a mis l'accent sur l'amélioration des compétences de la main d'œuvre et sur le développement des capacités technologiques, favorisant ainsi une économie plus innovante et compétitive.

3. Économie du Vietnam

Le Vietnam – un pays en pleine transition – a connu une croissance économique sans précédent ces 30 dernières années. Sa trajectoire semble suivre celle que la Chine a entrepris dans les années 70, laissant certains penser que le Vietnam est une copie Chinoise ayant 20 ans de retard. Les réformes gouvernementales mises en place depuis la libéralisation, combinées à des tendances mondiales favorables, ont permis de propulser le Vietnam, qui était l'un des pays les plus pauvres au monde, au statut de pays à revenu intermédiaire en l'espace d'une génération, et ce suite à une série de réformes connues sous le nom de *Đổi Mới* (WORLD BANK).

Le *Đổi Mới*, ou « Rénovation », a été lancé en 1986. Cette série de réformes suit la tendance chinoise, ayant pour but de passer d'une économie planifiée vers une économie de marché – c'est-à-dire capitaliste – tout en gardant des valeurs socialistes. L'une des premières mesures a été la décollectivisation de l'agriculture comme en Chine.

Le Vietnam a ensuite autorisé la libre fixation des prix par les acteurs économiques, comme son prédécesseur Chinois 20 ans auparavant. A partir de 1990, les prix sont déterminés par le marché pour promouvoir la concurrence et limiter l'intervention de l'Etat, permettant aux acteurs économiques de jouer un rôle plus important dans l'économie. Cette transition a été essentielle pour encourager l'initiative privée et diversifier l'économie nationale.

C'est également durant cette période que le Vietnam se met à rechercher des sources d'investissements directs étranger (IDE). À partir de 1987, le gouvernement crée des conditions fiscales favorable et des procédures administratives simplifiées, en mettant l'accent sur le développement de grandes zones industrielles pour attirer les multinationales.

La réforme des entreprises d'État a débuté dans les années 1990, lorsque le gouvernement s'est attelé à la restructuration de ces entreprises dans le but de les laisser opérer avec une autonomie et une efficacité que le pays n'avait pas encore connue. Cela a été partiellement rendu possible par la privatisation partielle de certaines d'entre elles.

Pour accompagner cette transformation économique, le Vietnam a également cherché à renforcer ses liens commerciaux et d'investissement avec d'autres pays. L'adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2007 a été un moment charnière, facilitant l'établissement de divers accords de libre-échange pour renforcer ses relations commerciales.

Enfin, le gouvernement a reconnu l'importance d'un personnel qualifié et a donc investi dans l'éducation et la formation professionnelle, notamment à partir de 2001. Parallèlement, le développement des infrastructures – routières, (aéro-)portuaires... – pour soutenir la croissance économique est devenu une priorité stratégique pour le pays, contribuant ainsi à améliorer l'environnement des affaires et à favoriser l'attractivité du Vietnam pour les investisseurs étrangers.

Dans l'ensemble, ces réformes ont transformé profondément l'économie vietnamienne, entraînant une croissance significative, une réduction de la pauvreté et une intégration accrue dans l'économie mondiale. Le succès des réformes du *Đổi Mới* a positionné le Vietnam comme l'une des économies à la croissance la plus rapide en Asie du Sud-Est.

4. Investissements Directs étrangers (IDE)

Le Vietnam reçoit depuis plus de 30 ans d'importants IDE, sa croissance étant en moyenne de 7% au cours des dernières années (WORLD BANK, 2023). Cependant, le Vietnam doit reconnaître que ces hauts pourcentages d'investissements étrangers se font en partie au dépend des entreprises locales et de son avoir extérieur net. Les acteurs étrangers laissent peu de place à la compétition vietnamienne et risquent de rapatrier les profits réalisés au Vietnam dans le pays où se trouve leur siège.

Samsung, Nokia, LG Electronics, ou Hon Hai Precision Industry Co. Ltd., plus connu comme Foxconn, en tant que producteur iPhone, sont autant d'exemples de délocalisations au profit du Vietnam et au dépend de la Chine.

La production manufacturière représente jusqu'à 20% du Produit Intérieur Brut (PIB) du Vietnam depuis plus de 10 ans (VIETNAM BRIEFING, 2024). Celle-ci comprend principalement la production textile, agroalimentaire et plus récemment l'électronique ainsi que les semi-conducteurs.

5. Les coûts compétitifs du Vietnam

La qualification de la main d'œuvre vietnamienne s'est révélée être une évidence au cours du voyage d'études : dans les universités bien sûr, mais aussi au sein de sociétés belges opérant sur place, tel que Boydens Engineering. Le Vietnam se positionne ainsi comme étant plus attractif que ses voisins indonésien et cambodgiens (NUMBEO, 2024).

Bien que la main d'œuvre au Vietnam demeure bon marché, sa productivité est en dessous de celle de certains de ses voisins, le plaçant à peine au-dessus des pays en voie de développement (ILOSTAT, 2024).

Pourtant, malgré son statut de pays en développement, le Vietnam a réalisé d'importants investissements dans l'éducation et la formation professionnelle. Ces efforts ont conduit à la création d'un bassin croissant de talents qualifiés, notamment dans les domaines de la fabrication, de la technologie, de l'informatique, de l'ingénierie et de l'électronique. Grâce à cette main-d'œuvre éduquée, les fabricants vietnamiens améliorent la qualité de leur offre, même si la forte demande pour ces travailleurs limite la croissance.

6. Accès logistique

Situé sur les côtes sud-est de l'Asie et face à la mer de Chine méridionale, qui donne accès au Pacifique, le Vietnam occupe une position stratégique au cœur de l'Asie. Cette localisation offre un accès direct aux corridors maritimes et aux fournisseurs logistiques qui desservent des pays voisins tels que la Chine, le Japon, la Corée, les Philippines et Singapour.

7. Risques pour le Vietnam

Les tensions commerciales, les guerres tarifaires, l'instabilité politique, les risques de conflits militaires futurs, les relations commerciales hostiles, les violations de la propriété intellectuelle et la suspicion d'espionnage numérique : tous ces facteurs de risque actuels associés à la Chine représentent une menace commerciale pour les entreprises occidentales sous contrat avec des fabricants chinois. En comparaison, le Vietnam ne présente pas la plupart de ces risques. Bien

que des risques existent, ils sont loin d'être aussi importants qu'en Chine. Pourtant, plus de 80 pour cent des matières premières utilisées dans l'industrie textile proviennent de Chine, soulignant la contradiction entre les intérêts occidentaux souhaitant se désolidariser du géant asiatique tout en se remettant aux mains des Vietnamiens qui en sont en même dépendant. Malgré tout, de nombreuses entreprises estiment que le Vietnam offre une meilleure efficacité en termes de coûts sur le long terme, garantissant des investissements manufacturiers plus pérennes que dans le contexte incertain de la Chine actuelle.

8. Conclusion

En conclusion, le Vietnam émerge comme un acteur incontournable dans le contexte de la stratégie C+1, offrant aux entreprises internationales une alternative viable à la Chine pour leurs opérations de production. Grâce à des réformes économiques, notamment le *Đổi Mới*, le pays a su attirer des investissements étrangers tout en favorisant la croissance de son secteur privé. Sa main-d'œuvre compétente, ses infrastructures adaptées et sa position géographique stratégique renforcent son attrait en tant que destination d'investissement. Toutefois, le Vietnam doit naviguer avec prudence dans un environnement économique mondial en mutation, tout en équilibrant sa dépendance envers la Chine pour les matières premières ainsi que de ses voisins plus riches pour conserver les profits engendrés dans le pays.

Clause de responsabilité

Cet article reflète uniquement les opinions de l'auteur et la Conférence Olivant de Belgique, association sans but lucratif, ne pourrait aucunement être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des propos contenus dans cet article.

Bibliographie

European Commission (2020) *EU-Vietnam*. policy.trade.ec.europa.eu, https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/vietnam/eu-vietnam-agreement_en.

François, M., Hansmann, T., Huang, B., & Nguyen, Z. (2023). *Boosting Vietnam's manufacturing sector: From low cost to high productivity*. McKinsey & Company, 25 septembre 2023, <https://www.mckinsey.com/featured-insights/asia-pacific/boosting-vietnams-manufacturingsector-from-low-cost-to-high-productivity>.

INA (2021) *1er octobre 1949 : la naissance de la Chine communiste* | INA, ina.fr, <https://www.ina.fr/inaeclare-actu/1er-octobre-1949-la-naissance-de-la-chine-communiste>.

- Roskam, C. (2021). *The Architecture of China's Economic Liberalization*. Yale University Press, 3 décembre 2023, <https://yalebooks.yale.edu/2021/12/03/the-architecture-of-chinas-economic-liberalization/>.
- International Labour Organization (2021) *Labour productivity*. ILOSTAT. <https://ilo.org/topics/labour-productivity/>.
- Numbeo (n.d.) *South-Eastern Asia: Average Monthly Net Salary (After Tax) (Salaries And Financing) by City*. numbeo.com, https://www.numbeo.com/cost-of-living/region_prices_by_city?itemId=105®ion=035.
- Vietnam Briefing (2024) *Vietnam Manufacturing Tracker: 2024-25*. Vietnam Briefing News. [https://www.vietnam-briefing.com/news/vietnam-manufacturing-tracker-2024-25.html/](https://www.vietnam-briefing.com/news/vietnam-manufacturing-tracker-2024-25.html).
- World Bank (2017) *China's Special Economic Zones Experience Gained*, World Bank, <https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/Event/Africa/Investing%20in%20Africa%20Forum/2015/investing-in-africa-forum-chinas-special-economic-zone.pdf>.
- World Bank (2021) *Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$) - Vietnam | Data*. data.worldbank.org, <https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD?locations=VN>.
- Zeng, D.Z. (2010) "Building Engines for Growth and Competitiveness in China : Experience with Special Economic Zones and Industrial Clusters," *World Bank Publications - Books*, The World Bank Group, number 2501, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/294021468213279589/pdf/564470PUB0buil10Box349496B01PUBLIC1.pdf>.

